

La Nation Française

Hebdomadaire d'information politique – Directeur : Frédéric Aimard – 14 septembre 2026 – 1,50 €

N° 205

De mal en Pisa

Constatant la dégringolade de notre système éducatif à travers le fameux classement Pisa, le Programme international pour le suivi des acquis des élèves mis au point par l'OCDE, relève de l'honnêteté. Ce sont les plus faibles chiffres jamais obtenus pour l'ensemble des trois domaines d'évaluation, nettement inférieurs à ceux d'il y a dix ans. En outre, la proportion d'élèves peu performants a augmenté de 12 points en mathématiques, de 11 en compréhension de l'écrit et de 4 en sciences. Sur les 91 pays participants, la France se classe au 27^e rang, elle, qui se prévaut d'excellence et entend donner le ton à un monde auquel elle adore faire la leçon.

Soyons honnêtes et n'attribuons cet effondrement ni au régime politique actuel ni à l'avachissement des Français. Il résulte plus profondément d'un demi-siècle de baisse des exigences et de choix pédagogiques consternants, bien souvent encore en vigueur. Certes, il est favorisé par le décrochage économique (croissance en berne, investissements en chute, désindustrialisation, productivité ralentie, ressources énergétiques fluctuantes, démographie en baisse), mais il possède ses racines propres : le nivellement par le bas et l'affaiblissement de l'autorité, voire sa négation.

On a ainsi remplacé la transmission du savoir,

jugée bourgeoise et discriminatoire, par la lutte contre les inégalités sociales (et même, maintenant, de genre). Les élèves ont été privés de l'héritage constitué par la somme des connaissances acquises avant eux et du patrimoine culturel de leur pays. L'exaltation de la nouveauté et l'obsession de tout trouver en soi ont détruit les liens avec le passé et la connaissance de l'environnement.

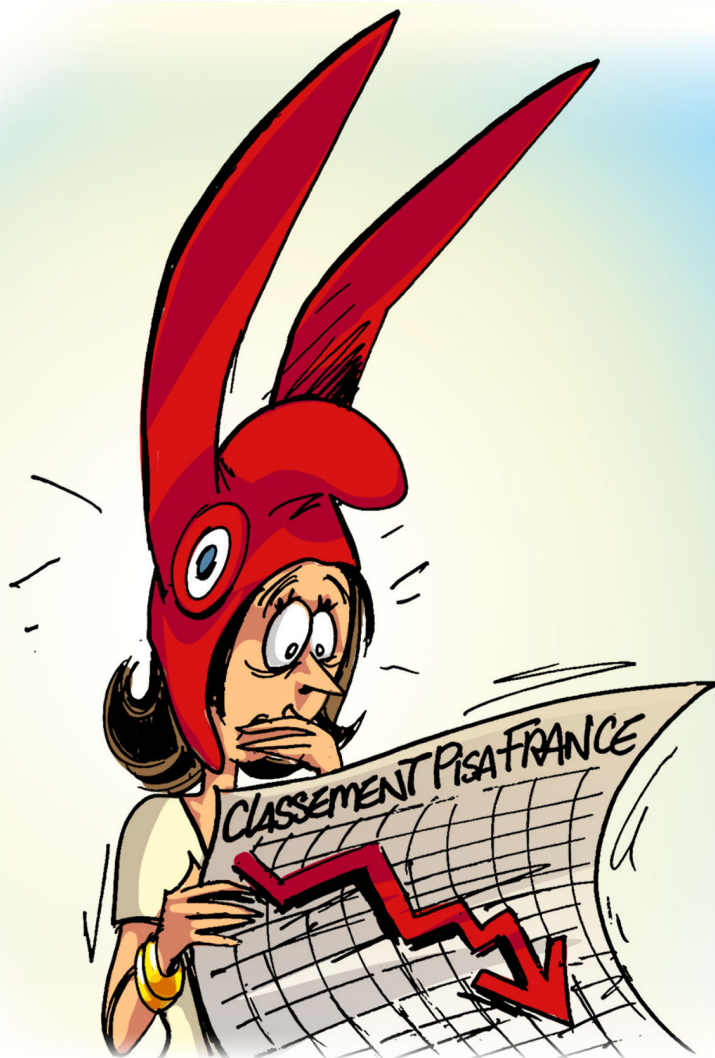
Qui donc aura le courage de proposer de véritables réformes ?

Précy

Bêtise à front de beauf

Le 8 septembre les derniers résultats de l'enquête annuelle PISA sur les résultats scolaires dans le monde ont été publiés par l'OCDE. Ils montrent qu'une large proportion de la nouvelle génération d'élèves français sera inculte, donc stupide car l'intelligence, comme tout le reste, cela s'apprend aussi. Elle aura eu des prédécesseurs dans les générations

actuelles, dans la police municipale par exemple. Le même jour en effet, le quotidien *Midi Libre* révélait l'affaire des enregistre-



SOMMAIRE

P. 1 : De mal en Pisa. – Bêtise à front de beauf. P. 2 : BCE. – Kbis. P. 3 : Lectures. P. 4 : Changer d'avis, est-ce mentir ? P. 5 : Ambroise – P. 6 : La porte des larmes. – Origines de l'Islam. P. 7 : L'Islam tranquille de l'Indonésie. – La route 66. P. 8 : Qui est Léon XIV ?

■ **IA :** L'intelligence artificielle française Mistral (1 000 salariés) a obtenu environ 3 milliards de nouveaux financements de la part de ses actionnaires, notamment le Coréen Samsung et le Néerlandais ASML. Ses financements sont désormais de l'ordre 21 milliards.

■ **Industrie :** Le groupe Bolleré a fermé son usine Bluebus assemblant des bus électriques à Ergué-Gabéric près de Quimper. Il a par ailleurs réduit d'un tiers le personnel de l'usine de batteries électriques Blue Solution.

■ **Sabotage :** Le 7 septembre trois piliers d'un pylône d'une ligne à haute tension descendant vers le lac Léman ont été sciés près de la commune de Publier (Haute-Savoie), privant d'électricité pendant 48 heures de nombreux habitants, les usines Thalès, une usine d'embouteillage d'eau d'Évian et les Papeteries du Léman, mettant 1 500 personnes au chômage technique et causant des pertes économiques. Le sabotage a été revendiqué sur des sites Internet anarchistes.

■ **Métallurgie :** Le tribunal de commerce de Lorient examinera le 15 octobre trois offres de reprise des Fonderies de Bretagne qui emploient encore 245 salariés à Caudan et sur lesquelles on comptait pour fabriquer des corps creux d'obus.

■ **Gestion :** La startup française Outline annonce avoir levé 3 millions de dollars pour mettre des outils d'intelligence artificielle à disposition, en Europe et aux États-Unis, des PME pour faire leurs prévisions stratégiques.

■ **Chemin de fer :** Le TER qui a déraillé le 11 septembre à Cléon en Seine-Maritime (44 blessés) aurait été victime d'un acte sabotage (un morceau de rail de 300 kg a été déposé sur son chemin).

ments de la patrouille de police municipale de Carcassonne.

Les faits remontent à novembre 2025, mais ils ont été révélés maintenant, pour embarrasser le Rassemblement national et d'abord le nouveau maire de Carcassonne qui appartient à ce parti. Tout comme l'acteur principal de ce sketch à faire pâlir les irremplaçables Inconnus, policier municipal. Il avait oublié que sa caméra embarquée enregistrerait toutes les conversations à bord lors d'une longue patrouille de surveillance en voiture. Les propos témoignent d'une rare bêtise : racisme, complotisme, vocabulaire ordurier...

L'enregistrement avait été récupéré au poste de police, la hiérarchie municipale de l'époque en avait eu connaissance. Le protagoniste de l'affaire s'était mis en maladie, le temps que l'affaire se calme, espérait-il, puis il avait été réintégré... Pauvre homme à qui l'on a confié des responsabilités dont il n'était pas digne.

Médias bien pensants, tiktokeurs et autres influenceurs se sont emparés du sujet à juste titre car il révèle comme un bruit de fond d'une partie de la société, d'une partie des forces de l'ordre. Seulement une partie heureusement.

Mais le même jour la liste des faits divers était longue : « féminicide » à Launaguet (Haute-Garonne), vol au musée Renoir de Cagnes-sur-Mer, Violences urbaines à Chambéry, séquestrations de détenteurs de cryptomonnaies à Nice et à Rennes, incendie du marché du Soleil à Marseille. À peu de jours de là on avait appris quelques agressions sexuelles et viols

commis sur des mineurs ou sur des personnes âgées, et aussi des vols « aggravés » ou non, tous commis par des OQTF. Curieusement, cela a fait beaucoup moins longtemps la une des médias car, justement, cela risque de renforcer le fonds de commerce du Rassemblement national. Mais est-ce honnête ? Et intelligent ?

Frédéric Aimard

BCE

Les décisions de la Banque centrale européenne semblent d'une technicité rebutante. Pourtant, elles pèsent lourdement sur nos vies.

En lançant le débat sur l'annulation partielle de la dette française, Jean-Luc Mélenchon a réussi à attirer l'attention sur la Banque centrale européenne (BCE). C'est un exploit car les journalistes spécialisés et la plupart des citoyens regardent la BCE comme un organisme technique, dont les décisions n'ont pas à être discutées.

Face aux dirigeants de La France insoumise, les autorités monétaires et les experts médiatiques se sont contentés de dire que l'annulation de 18 % de notre dette était illégale.

Une partie notable de l'opinion publique a approuvé Jean-Luc Mélenchon, qui a réussi un joli petit coup politique. Il faut cependant aller plus loin et s'interroger sur le rôle politique de la BCE, dont les choix et les non-choix pèsent lourdement sur nos vies.

Ainsi, le refus de mener une politique de change pénalise depuis 25 ans notre industrie à cause d'un euro

surévalué. Ainsi, l'absence de toute référence au plein-emploi dans les statuts de la BCE donne à sa politique une orientation idéologique parfaitement assumée.

Essentiellement chargé de lutter contre l'inflation, l'organisme présidé par Christine Lagarde s'inspire d'une conception simpliste de l'inflation, qui procéderait d'un excédent de monnaie. Quand il y a trop d'inflation, la BCE augmente mécaniquement les taux d'intérêt – ce qu'elle vient de faire le 16 septembre. En restreignant l'accès au crédit des entreprises et des particuliers, la BCE ralentit l'activité économique pour préserver la situation des créanciers, car l'inflation fonctionne comme un impôt sur le capital.

La France et d'autres pays vont payer cher la décision du 16 septembre. Notre taux de croissance, qui tend vers zéro, risque de devenir négatif et les chômeurs seront encore plus nombreux. Quant aux prix, ils vont augmenter fortement malgré la décision de la BCE car l'inflation provient de circonstances – la guerre en Orient, la sécheresse en Europe – que les autorités monétaires ne maîtrisent pas. Comme la BCE est indépendante et hors de contrôle démocratique, nul n'est en mesure de la ramener à la raison.

Claudine Uzerche

Kbis

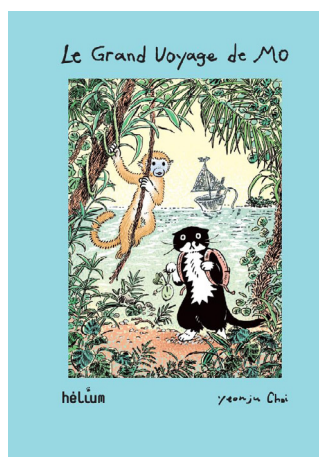
Le Kbis est un papier fourni par les greffes des tribunaux de commerce et qui constitue la carte d'identité de chaque entreprise. Depuis novembre 2021, les administrations n'ont plus le droit de le demander aux

■ **Travail** : Selon une communication de la CGT le 10 septembre, il y a eu 783 décès dus à des accidents du travail en France en 2025. Par ailleurs, on compte 344 morts par accident de trajet et 204 morts de maladie professionnelle.

■ **École** : Le père d'un enfant de 9 ans perturbateur de sa classe, au Fauga près de Toulouse, avait menacé l'institutrice de celui-ci de lui couper la tête. Âgée de 58 ans, elle est en arrêt maladie et bénéficie de « la protection fonctionnelle ». Le tribunal correctionnel de Toulouse a condamné le 10 septembre ce père de famille à « six mois de prison ferme » avec incarcération immédiate à la maison d'arrêt de Seysses.

entreprises. Elles doivent se contenter du numéro Siren ou du registre national des entreprises (RNE) qui, depuis l'été 2024, permettent d'accéder aux mêmes renseignements. Depuis octobre 2019, le Conseil national des greffiers a mis à disposition des chefs d'entreprise un service (MonIdenium) qui leur permet d'obtenir gratuitement leur propre Kbis. Obtenir le Kbis d'un concurrent coûte 3,06 euros si, du moins, on ne se fait pas arnaquer par les sites (en tête de liste sur Google) qui proposent le même service pour des prix bien supérieurs.

Naguère ce document était relativement protégé. Avec Internet il est à la portée de tous et pas seulement sur le « Darknet » où sont vendues les données volées par des hackers à des administrations, des banques, etc., qui ne savent pas se protéger ainsi qu'on l'a appris par tant d'affaires de « fuites » organisées parfois par des gamins de 16 ans. Une demande sur un moteur de recherche per-



JEUNESSE

Le précieux colis

Mo, un adorable matou, s'ennuie dans sa maison quand un perroquet apporte un message de Grand Papicha : son grand-père a besoin de vis pour réparer un ventilateur. Et voilà notre chat parti livrer le colis en suivant le plan dessiné par Mamamo. Hélas, la carte tombe à l'eau, Mo est perdu. Les animaux de la forêt l'aident à retrouver sa route. Une histoire d'amitié et de solidarité finement illustrée par l'auteure coréenne Yeonju Choi.

Le Grand Voyage de Mo, Yeonju Choi, éditions Hélicium, 168 p., 15,90 €.

THRILLER

Inscription

La nuit, Alma, cinq ans, se réveille en hurlant de terreur. Dans ses cauchemars, elle répète des phrases au contenu sibyllin jusqu'à ce que Candice, sa maman, découvre une inscription mystérieuse



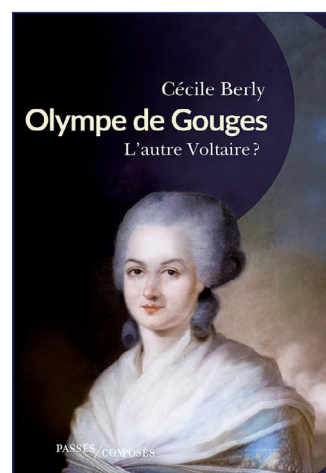
sur les murs de la cave. Leur immeuble situé dans un quartier historique de Paris porte les stigmates d'un lointain passé. Sidonie Bonnet nous plonge dans un enfer parental où mère et enfant sombrent. Heureusement, la famille peut compter sur le père, un entrepreneur à qui tout réussit.

La femme effacée, Sidonie Bonnet, Albin Michel, 416 p., 22,90 €.

HISTOIRE

L'égérie

Historienne, spécialiste du XVIII^e siècle, Cécile Berly retrace le parcours d'Olympe de Gouges, à la fois en tant que dramaturge, écrivaine et philosophe. La Révolution n'est pas douce pour les femmes. Olympe, fille bâtarde d'un noble, doit se battre pour s'imposer avant de finir sur l'échafaud. Amie de Condorcet et de Voltaire, luttant contre l'esclavage et pour l'égalité des sexes, on lui doit notamment « La Déclaration des droits



de la femme et de la citoyenne ».

Olympe de Gouges. L'autre Voltaire? Cécile Berly, Passés/Composés, 176 p., 20 €.

REVUE

Vieillessement

Vivre plus longtemps avec quelles conséquences pour soi et la société? Pour la science présente les nouvelles pistes de recherche : évolution du cerveau, rôle des gènes et de l'environnement, autonomie, mémoire, qualité de vie. Le vieillissement est aujourd'hui un enjeu de santé publique.

Pour la science, hors-série n° 132, 11 €. En kiosque.



met d'avoir toute sorte de renseignements juridiques et financiers qui restaient autrefois enterrés dans des registres, ou des ordinateurs, chez un notaire, un avocat, un service de l'État...

On a pu voir, ces derniers jours sur les réseaux sociaux, une dirigeante d'entreprise expliquant comment elle s'était fait voler son entreprise (et sa trésorerie) par un faussaire qui, avec un faux Kbis modifié, avait abusé le greffe. L'escroc avait ainsi obtenu un Kbis authentique avec lequel il avait vidé le compte ouvert dans une « néo-banque » sans guichet et avec peu de personnel... Sans aller jusque-là, le fait que le Kbis comporte l'adresse des dirigeants favorise les démarches commerciales abusives, quand ce ne sont pas des menaces, ainsi que des détenteurs de cryptomonnaies l'ont expérimenté, avec des chantages, des enlèvements de proches, etc.

Beaucoup des arnaqueurs aux faux documents résident en Afrique. À Madagascar, plus de cent Chinois ont été condamnés en septembre 2026 pour participation à un réseau international d'escroquerie en ligne.

Que faire? Les experts-comptables proposent un début de parade à leurs clients. Il est possible désormais d'occulter l'adresse personnelle d'un dirigeant sur le Kbis par une demande auprès du Registre du commerce et des sociétés (RCS). Du moins pour le grand public, l'administration conservant évidemment cette visibilité... C'est un début de sagesse, mais qui n'a rien de gratuit. Environ 195 euros

(HT) pour les honoraires juridiques et 60 euros pour les « débours ». La plupart des gens honnêtes et les petits entrepreneurs ne prendront pas cette précaution. Ils savent que leur adresse et la photo de leur maison, de leur jardin et même de leur voiture est sur Google-Street, Google-Map, etc. Quant à ceux qui publient leurs dates de vacances sur Facebook, ira-t-on les plaindre s'ils se font cambrioler? L'insécurité numérique concerne tout le monde dans une société où la transparence débouche sur la paranoïa généralisée.

Paul Chassard

Changer d'avis est-ce mentir ?

Il va falloir s'y habituer si ce n'est déjà le cas. D'ici la fin de la campagne présidentielle on va entendre tout et son contraire, prendre en flagrant délit des candidat-e-s qui vont dire qu'ils n'ont jamais dit cela, que leurs propos sont déformés ou sortis du contexte, que c'est l'adversaire qui raconte n'importe quoi. On va tenter de nous faire prendre des vessies pour des lanternes. Avec les technologies nouvelles on va atteindre des sommets. Le citoyen va devoir démêler le vrai du faux et avoir son propre bon sens pour boussole car l'électeur n'est ni candide ni idiot. Il est parfois supérieur intellectuellement et moralement aux prétendues élites qui donnent des leçons. Être élu n'est pas avoir la science infuse. Si les politiques déterraient la vérité on le saurait depuis des lustres.

Chaque prétendant veut avoir le beau rôle quel que soit le sujet ! C'est une posture car pour le fond on sait qu'on est incapable de changer seul les choses. Nos politiques sont des danseurs de tango un pas en avant et deux en arrière. Au son d'un grand orchestre cacophonique. Ça ne les gêne pas de revenir sur ce qu'ils avaient affirmé il y a des mois ou années avec force. Pour se faire élire. C'est vrai qu'il n'y a que les imbéciles qui ne changent pas d'avis. Mais comment avoir confiance sur le long terme dans les propositions des candidat-e-s? S'ils revaieraient? « C'est le vent qui tourne, pas les girouettes », a dit une personnalité à l'époque radicale-centriste (oxymore).

À l'instar de ce qui existerait au Pays de Galles, Mme Tondelier cheffe des Verts veut une loi qui interdirait le mensonge sous peine de prison et d'inéligibilité à vie. Il risque de ne plus y avoir beaucoup d'élus au Parlement même si les promesses n'engagent que ceux qui y croient! Un engagement de campagne présumé ou devenu faux et tenu sur une estrade ou à la télévision est-il un mensonge?

Mme Tondelier pense-t-elle sincèrement que cette proposition est attendue par les Français et déterminante pour l'élection présidentielle? Si elle n'a que cela dans sa besace c'est léger! Les électeurs aiment les joutes verbales et attendent le grand débat du deuxième tour où personne n'est dupe. On sait que certains, voire tous, mentent ou expliquent leurs vérités, avec des promesses qui souvent restent lettres mortes. La pureté n'est pas

une règle électorale. Et on n'a pas oublié où conduit le puritanisme.

Mme Tondelier veut que ce soit la Justice qui décide. Mais d'abord il faut un écrit validé par le Conseil constitutionnel qui définisse la Vérité parfaite et indiscutable. Car pas de condamnation sans texte. Ensuite il doit y avoir une plainte, de qui? et un débat contradictoire avec le procureur qui doit prouver l'infraction et les droits de la défense. Les avocats plaident toujours la vérité de leurs clients. Qui sera victime partie civile: le peuple? Enfin les juges du siège trancheront. Or on connaît le débat sur la justice à l'heure actuelle: que fait-on des magistrats engagés du Syndicat de la magistrature ou des bâtisseurs du mur des cons? En raison des délais contentieux très longs la vérité judiciaire serait prononcée après un certain temps, avec des recours possibles.

En outre avec l'IA il faudrait un robot pour vérifier les informations et les fake news qui prolifèrent avec des ingérences diverses qui sont difficiles à débusquer. La Vérité est de l'ordre philosophique. Socrate disait « Je ne sais qu'une chose c'est que je ne sais rien ». Tout le reste est considération matérielle et point de vue subjectif, les experts n'ayant pas la parole sacrée. Le chef de l'État est élu pour trouver des compromis entre des certitudes et des croyances et suggérer des politiques consensuelles pour rassembler et qui font progresser tous les citoyens et le pays. Une prétendue vérité factuelle ne fera pas le printemps de 2027. En 1981 le président de l'espoir, François Mitterrand, avait été élu avec un calen-

drier socialement et écologiquement progressiste. En 1983 ce fut le tournant de la rigueur. L'homme politique a-t-il menti ? À bon entendeur salut.

Mme Tondelier a donc perdu une bonne occasion de se taire. Avec Mme Sandrine Rousseau qu'elles se rendent en Iran ou encore mieux en Afghanistan pour porter la bonne parole aux femmes martyrisées. Elle y trouvera le ministère de la promotion de la vertu et de la répression du vice. Donc de la vérité coranique interprétée par les talibans. Elle y prendra une leçon de liberté d'expression et de vivre. Et elle y prônera l'écologie dé-constructive. Sa participation dans l'élection présidentielle est bienvenue, mais qu'elle traite de problèmes de sa compétence.

M. Mélenchon a le mérite de la franchise. Il a été longtemps laïc. La laïcité est une liberté de conscience et de s'habiller comme on veut dans l'espace privé. On peut déambuler en abaya et en voile chez soi ou à la mosquée. Mais pas à l'école par exemple. Dans les services publics la neutralité des institutions exige qu'on ne se distingue pas par le port de signes ou tenues ostensiblement religieux. Toute confession étant dans ce cas. L'Etat laïc selon la Constitution qui représente le peuple en son entier et pas une communauté en particulier n'a rien contre une croyance donnée. Il protège aussi ceux qui ne croient en rien et peuvent être choqués par un accoutrement spécifique. Dans la rue la burqa est interdite par une loi de 2010. Des pays musulmans sont très rigoureux pour ne pas tolérer un voile ou un bout de

tissu sur la tête comme le minimise M. Mélenchon. Il sait que cela divise les Français mais il s'en moque puisqu'il a toujours la solution. S'il devenait Président adieu l'union de la nation.

M. Mélenchon a changé d'avis ce qui est son droit. Il a rencontré des gens (qui, combien ?) mais pas Dieu, et il est désormais convaincu que la bataille du voile et de l'abaya dans l'espace public est grotesque et discriminatoire. Et que c'est trop tard pour légiférer. Notons que quelques personnalités de droite baissent aussi les bras. On recule donc avant même d'avoir combattu ! Mme Tondelier ne l'accuse pas de mensonge - pour ses positions passées et sa candeur apparente d'aujourd'hui - puisqu'il se justifie en disant qu'il est de bonne foi. Être de bonne foi suffit donc pour la Vérité du jour. Que tout le monde se le dise, jusqu'à la droite effarouchée.

Orson Welles a filmé *Vérité et mensonge*. Edgar Faure ancien président du Conseil a écrit dans ses mémoires « C'est un grand tort d'avoir toujours raison ». Faut-il être comme Janus en politique et être opportunément à géométrie variable si on veut réussir ? Le prochain président/e sera-t-il celui ou celle qui a transformé le mensonge en vérité ou l'inverse ? Nul n'est parfait. L'électeur subira. L'Etat de droit aussi.

Christian Fremaux

Ambronay

La légende, ni totalement confirmée ni véritablement infirmée, veut que, en 1558, Charles-Quint ait non seulement organisé ses funé-

raillies dans le monastère de Yuste, dans l'Estrémadure, mais qu'il ait assisté à leur répétition. Certes, on connaît des récits romancés sur le sujet, à commencer par celui d'Alexandre Dumas dans *La royale maison de Savoie*.

Peut-être y avait-il néanmoins eu, de son vivant, une messe de requiem à destination de sa famille, avec mise en place d'un catafalque entouré, comme dans les cérémonies funèbres, des membres de la maison et du personnel habillés en deuil.

De toute façon les contemporains ont été frappés par les obsèques officielles qui se tinrent ensuite pendant deux jours à Bruxelles et dont on a gardé des témoignages écrits (La magnifique et somptueuse pompe funèbre de Christophe Plantin) ou musicaux (le Magnificat d'Antonio de Cabezon).

On a ainsi pu entendre ce dernier morceau à la fin du premier concert donné à l'ouverture, le 11 septembre, du 47^e festival d'Ambronay. La petite abbaye bénédictine au pied du Bugey proposait cette année le thème des Latitudes baroques. La soirée initiale a été confiée à l'ensemble La Tempête de Simon-Pierre Bestion, chef d'orchestre, chef de chœur et claviériste selon sa biographie et surtout, en l'occurrence, merveilleux organisateur d'un spectacle aussi attachant qu'innovant - largement plébiscité par un public qui l'a applaudi une dizaine de minutes.

N'hésitant pas à fractionner ses musiciens et ses chanteurs aux quatre coins de la nef et créant des effets de lumière, il a occupé sans interruption la scène pen-

dant près d'une heure trois quarts.

Simon-Pierre Bestion a en fait imaginé les obsèques impériales d'une manière fastueuse. Tout en préservant le caractère sacré d'une telle cérémonie à coup d'Introït, de Kyrie, d'Alleluia, de Sanctus, d'Agnus Dei et de Magnificat, il a mis musicalement en scène une Espagne d'ombres et de lumières comme d'austérité et d'exubérance.

Reprenant parfois l'image un peu idéalisée d'une Andalousie ouverte à toutes les croyances, il a dressé un tableau empruntant à diverses époques, du XII^e au XVI^e siècle, du grégorien aux chants séfarades. Ce ne sont pas moins de vingt morceaux, certains dus à des Français comme Thomas Grechillon, Nicolas Gombert, Clément Janequin ou Pierre de Manchicourt, d'ailleurs souvent influencés par les Flandres, partie chérie de l'empire de Charle-Quint.

Une fois de plus, le festival d'Ambronay a offert à son public une magnifique découverte.

Jean-Gabriel Delacour

La Nation Française hebdomadaire

directeur de la publication :
Frédéric Aimard

Édité par Spfc-Acip
60, rue de Fontenay
92350 Le Plessis-Robinson

Siret 418 382 149 00015 Nanterre
N° TVA intracommunautaire
FR21418382149
ISSN 2967-2988
Imprimé par nos soins.

■ **États-Unis** : Lors d'un discours électoral à l'American Airlines Center de Dallas (Texas), le 9 septembre, le président Trump a promis que chaque citoyen américain adulte toucherait un « dividende » de 5 000 dollars si les Républicains gagnaient les élections de mi-mandat le 3 novembre.

■ **Iran** : Cinq pétroliers iraniens ont été touchés par des tirs américains le 8 septembre dans le Golfe d'Oman et près de l'île de Kharg. Neuf avions américains ont été touchés par des missiles iraniens sur la base américaine de Muwaffaq Salti en Jordanie le 9 septembre malgré la présence d'une trentaine d'intercepteurs Patriot.

■ **Yémen** : Malgré des centaines de frappes aériennes saoudiennes, les Houthis, qui tiennent Sanaa et Hodeida, se sont emparés, au terme d'une offensive terrestre éclair le 11 septembre, de toute la côte occidentale yéménite sur la mer Rouge, en chassant les forces du gouvernement d'Aden, et contrôlant désormais une partie du détroit de Bab el-Mandeb. Les Houtis ont par ailleurs revendiqué, le 13 septembre, le bombardement par des missiles balistiques de la base militaire de Sharurah au sud de l'Arabie saoudite. Selon l'Onu, 76 000 nouveaux réfugiés civils ont gagné Aden.

■ **Corée du Nord** : Un nouveau pont transfrontalier avec la Russie a été inauguré le 7 septembre.

Les services de renseignements sud-coréens estiment que le président Kim Jong Un aurait deux autres enfants en plus de sa fille Kim Ju Ae qu'on voit souvent à ses côtés, mais sans être capables de dire s'ils seraient plus ou moins âgés que cette fille.

■ **Canada** : Le président ukrainien Volodymyr Zelensky a été reçu à Calgary (ville de l'Alberta où 350 000 habitants sont d'ascendance ukrainienne) par

La Porte des Larmes

Les navires transitant par le détroit de Bab-el-Mandeb (« la porte des larmes ») entrant ou sortant de la mer Rouge sont sous le feu des forces qui contrôlent le « Yémen utile » depuis 2014. Les deux-tiers de la population et la capitale Sanaa sont depuis cette date sous l'autorité d'un parti dit houthi du nom de son clan dominant, mais sous son appellation officielle d'Ansar Allah (« les partisans de Dieu »). C'est un sous-produit des printemps arabes de 2011 qui s'étaient retournés contre le gouvernement dictatorial d'Ali Saleh.

Majoritairement issus du Nord d'obédience zaydite (une branche originale du chiisme), ils ne se sont jamais imposés au Sud, capitale Aden, hier démocratie populaire, plus tard réunie au reste du pays et à nouveau divisée depuis lors, soutenue d'abord par les Émirats arabes unis puis par l'Arabie saoudite.

La famille Houthi issue du parti zaydite était à la fois opposée aux Frères musulmans du parti Al-Islah qui avait profité des printemps arabes et au salafisme venu d'Arabie saoudite qui gagnait le nord du pays.

Longtemps il n'y avait eu aucune relation avec un Iran lointain. Le zaydisme n'adhère aucunement à la doctrine du Velayat e Faqih des ayatollahs Khomeini et Khamenei. Ce n'est qu'en vertu de la maxime qui veut que l'ennemi de mon ennemi soit mon ami, que les partisans Houthis attaqués dès 2015 par le prince héritier Mohamed ben Salman ont recouru à l'aide des Gardiens de la Révolution.

Par la suite, les EAU se sont retirés du jeu sous pression de Ryad.

Ce n'est pas la première fois que les Houthis menacent le passage de la mer Rouge. En 2015, face à Ryad, ils avaient déjà pris le contrôle de l'île de Périm (Mayyoun), yéménite depuis l'indépendance de 1967 (des Britanniques d'Aden), à 3 km des côtes yéménites. Le chenal emprunté par la navigation internationale n'est pas celui-ci (baptisé détroit d'Alexandre) mais les 25,6 km entre Périm et la côte de la république de Djibouti, en son extrémité nord, à la frontière de l'Érythrée.

Les Houthis avaient repris du service après le 7 octobre 2023 contre les navires commerçant avec Israël en solidarité avec les Palestiniens de la Bande de Gaza. Le 10 septembre 2026, ayant reconquis l'île de Périm, Sanaa déclare se limiter à bloquer les navires liés à l'Arabie saoudite.

Face à Djibouti, ils viennent narguer des bases militaires bien établies, française, américaine et chinoise ! En outre, la surveillance maritime internationale de ces eaux est organisée depuis 2008 pour faire face à la piraterie somalienne dans le golfe d'Aden. Le pari des Houthis, même s'il a pris sur le moment tout le monde par surprise, alors que son éventualité était prévue depuis toutes ces années, est bien joué mais risqué. Il s'avère plus une manœuvre diplomatique dans le bras de fer américano-irano-saoudien qu'une véritable montée aux extrêmes stratégiques.

Dominique Decherf

Origines de l'Islam

Longtemps l'Église catholique a déconseillé à ses fidèles de lire directement la Bible, de crainte de quelque lecture schismatique. L'expansion de l'imprimerie et la Renaissance ont eu raison de cette prudence au prix des innombrables scissions protestantes... Au XIX^e siècle, c'est l'esprit rationaliste et scientifique qui s'attaqua à l'Écriture sainte en rupture avec la vision de l'Église (Ernest Renan) et d'une crise interne à l'Église (le modernisme et Alfred Loisy). Il fallut attendre le père Marie-Joseph Lagrange pour qu'une lecture scientifique des textes sacrés, confortée par des recherches archéologiques en Palestine, finissent par montrer à l'Église qu'elle n'avait rien à craindre de la science historique, et un autre abbé, Georges Lemaître, inventeur d'une théorie mathématique sur les origines de l'Univers, qu'elle n'avait rien à craindre de la science en général.

Qu'en est-il de l'Islam ? Faute d'une institution centrale reconnue de nos jours, les évolutions sont plus dispersées et moins définitives. Depuis très longtemps des érudits moyen-orientaux ont établi, autant par une critique interne du Coran que par l'apport de textes anciens islamiques, juifs ou chrétiens, que le prophète Mohammed avait probablement reçu une première initiation religieuse auprès d'un grand prêtre d'une tribu chrétienne résidant à Médine, ayant son propre Évangile qui, déjà, polémiquait contre la Trinité et la résurrection du Christ. On sait bien qu'il y eut plusieurs Corans avant qu'un texte unique soit décrété par

le troisième calife autour de 650 après Jésus-Christ.

Les textes déviants ont été recherchés et détruits le plus possible par le pouvoir politico-religieux qui connaissait alors une rapide expansion. Depuis un siècle, des études universitaires, notamment au sein d'une École orientaliste française, ont tenté de retrouver les textes antérieurs à la version actuelle, à critiquer de manière scientifique ses sources, ce qu'elles traduisaient de pensées antérieures... Mais, depuis quelques années, ce genre de domaine a été investi par des musulmans – ce qui est bien normal – mais parfois avec des intentions non scientifiques et de prosélytisme, cela jusque dans les plus hautes instances universitaires, au grand dam de toute une génération de savants proches de la retraite.

Pourtant les certitudes établies par la recherche dans les textes ne manquent pas. La question de savoir si l'Islam a ses origines à La Mecque est par exemple une sorte de dogme que les textes semblent contredire eux-mêmes. Mais, comme cela trouble un certain renouveau de l'intégrisme musulman conforté par la puissance politique et économique du Qatar ou de l'Arabie saoudite, dans un climat où le terrorisme islamique fait peser une menace mondiale jusqu'en Occident, ces travaux restent mis sous le boisseau.

Actuellement, certains de ceux-ci sont vulgarisés par un publiciste qui n'est pas du sérail universitaire. Avec tous les risques de ce genre de vulgarisation. Mais il faut au moins saluer le courage physique de cet Odon Lafontaine qui explique calmement que La

Mecque des origines décrite dans le Coran n'a probablement pas d'existence archéologique possible. À l'heure où Google permet de retrouver l'adresse personnelle et même la maison de campagne de n'importe qui, et où les fanatiques à longs couteaux se multiplient, il est pour le moins imprudent de vouloir populariser ce qui est pourtant une évidence que beaucoup de musulmans cultivés comprennent bien. Peut-on compter sur l'Université française pour organiser un débat académique recevable sur ces questions qui ne manquent pas d'intérêt historique, sociologique, littéraire, etc., sans se mêler à proprement parler de dogme religieux? D'aucuns disent que c'est déjà trop tard. Même le professeur Remi Brague hésite, semble-t-il, à publier un avis sur la question, pour ne pas risquer le mélange des genres, ce qui se comprend, et probablement la réprobation générale des bonnes âmes...

Frédéric Aimard.

Odon Lafontaine, *La Mecque, ville imaginaire. Comment les califes ont inventé l'islam*. Collectif Nour Al Aalam, 175 pages, sorti le 28 août 2026.

L'islam tranquille de l'Indonésie

Sans tomber dans l'irénisme et en sachant qu'il existe des violences religieuses, on doit savoir que l'Indonésie vit un islam assez tranquille, avec notamment la cohabitation avec les autres confessions, reconnues par le système politique. Or, il s'agit de la toute première population musulmane du globe, représentant

87,2 % de quelque 285 millions d'Indonésiens.

En cent ans, le Nahdlatul Ulama est devenu la plus grande organisation musulmane mondiale, avec plus de 60 millions de membres. Il exprime un islam du juste milieu [wasatiyah islam]. À sa création, existaient les modernistes voulant éliminer les pratiques javanaises, les traditionalistes y restant attachés ainsi qu'au mysticisme soufi et les partisans d'un kémalisme laïcisant – sans oublier les wahhabites proches de l'Arabie saoudite. Aujourd'hui, le NU propose un chemin démocratique approuvant la Déclaration universelle des droits de l'homme, prônant la séparation entre la mosquée et l'État et acceptant le pluralisme religieux et politique, à l'opposé de la charia.

Jean-Gabriel Delacour

La route 66

Les Américains fêtent avec force les 250 ans de la naissance de leur pays, mais ils n'ont pas oublié les 100 ans de la mythique route 66, « 66 Road », the mother road ou encore Main street of America. Sur 3670 km (soit 2280 miles), cette route reliait Chicago (Illinois) à Santa Monica (Californie), voisine de Los Angeles.

De 1937 à 1985, elle a connu un gigantesque succès, grâce aux stars et starlettes qui ont dévalé cette voie à bord de leurs décapotables rutilantes, à la recherche du soleil de Californie. La route traverse huit États et trois fuseaux horaires (Illinois, Missouri, Kansas, Oklahoma, Nouveau Mexique, Arizona et Californie). Aujourd'hui la Route 66 n'existe que par-

le Premier ministre canadien Mark Carney le 10 septembre. Les deux dirigeants ont signé un nouveau partenariat entre General Dynamics Mission Systems-Canada et l'entreprise ukrainienne Green Tech Harvest pour la fabrication de dizaine de milliers de drones dont un tiers ira en Ukraine.

■ **Suède** : Des élections législatives ont eu lieu le 13 septembre pour renouveler les 349 députés du Riksdag. Les premières estimations de dimanche soir donnaient un léger avantage au bloc de centre-gauche mené par Magdalena Andersson (Parti social-démocrate), mais l'écart restait très serré avec la coalition de droite sortante emmenée par le Premier ministre Ulf Kristersson : 176 sièges contre 173. Le score du parti d'extrême droite a reculé de 20 % à 17,5 %.

tiellement, parfois remplacée par des autoroutes plus rapides, souvent enherbées, livrées à l'abandon. Mais dans chaque État, la population garde intact le souvenir de cette mythique route, connue dans le monde entier, grâce à Chuck Berry. Traversant les États-Unis d'est en ouest, c'est la première route bitumée du pays.

Pour les amoureux de l'histoire on trouve toujours de vieilles stations services, motels qui ont été restaurés. À l'occasion des 100 ans, des millions de mugs, tee-shirts, affiches, stickers, patches, casquettes et autres ont été édités. La route immortalisée dans le roman de Joseph Steinbeck *Les raisins de la colère* continue de fasciner. ?

Philippe Buron Pilâtre

Le 16 septembre, à la **Librairie Gay-Lussac, 49, rue Gay-Lussac 75005 Paris**, nous vous invitons au lancement de la version largement complétée du livre de Philippe Delorme sur la Généalogie du Pape: *Léon XIV. De toutes les nations. Enquête généalogique* aux éditions France-Empire. 20 euros.

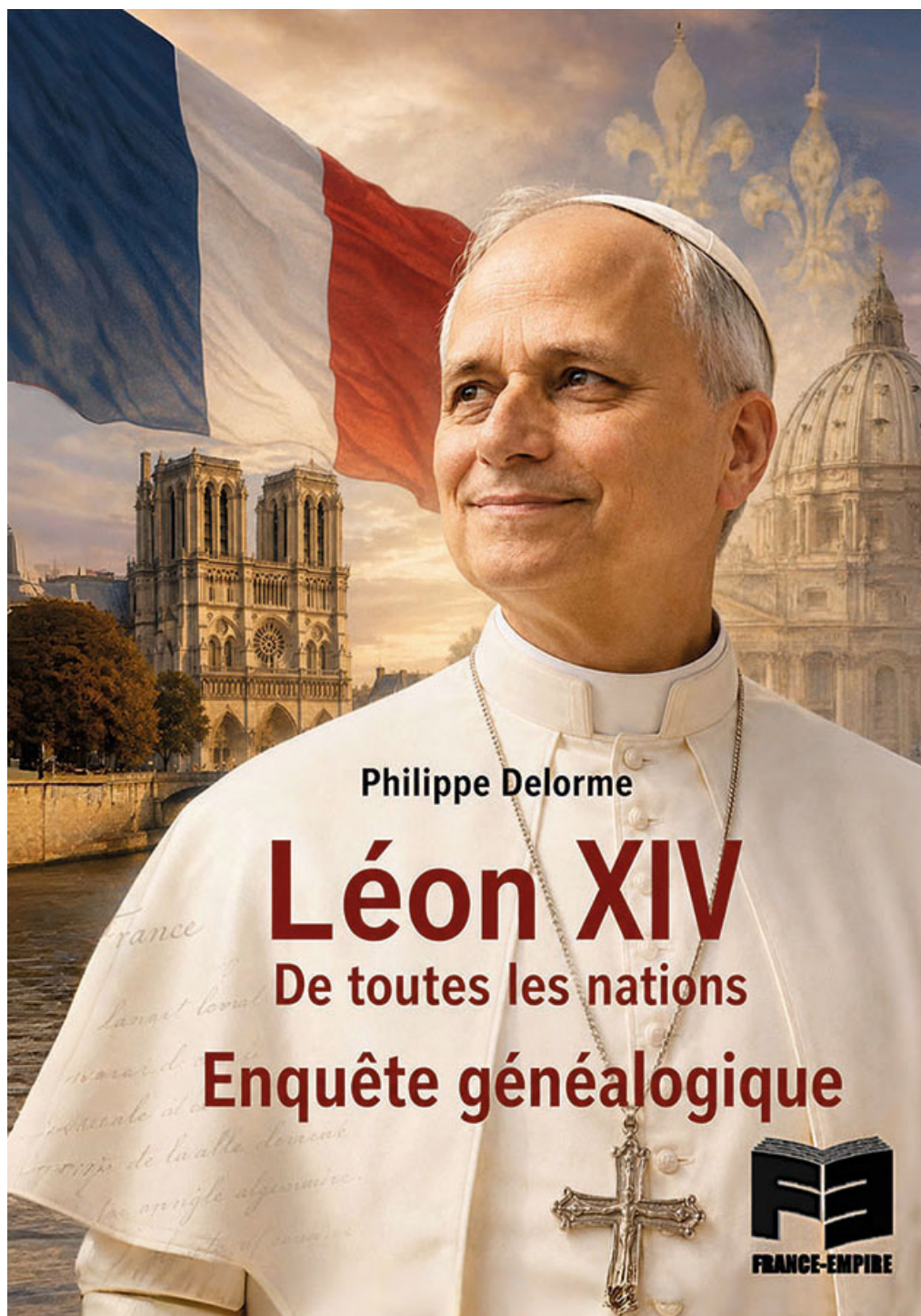
L'auteur nous expliquera sa méthode et nous détaillera les surprises révélées par ce travail qui se lit comme un roman policier.

Nous avons par ailleurs invité pour cette soirée de rentrée deux journalistes amis de la librairie qui donneront les points de vue complémentaires nécessaires à la veille de la visite du Pape à Paris. Il s'agit de Marie-Gabrielle Leblanc et de Gérard Leclerc, tous les deux talentueuses plumes de l'hebdomadaire France Catholique.

La conférence commence à 20 h et se termine à 21 h 30. Ensuite, ceux qui le veulent peuvent venir dîner avec nous dans un petit restaurant du quartier (menu à 22 euros environ). Si vous voulez venir au restaurant ce serait mieux de nous prévenir ici frederic.aimard@gmail.com pour des questions évidentes d'organisation.

L'entrée de la conférence à la librairie Gay-Lussac est gratuite. On ne vous interdit pas d'acheter les livres de Philippe Delorme (il sort en même temps deux nouveaux tomes de ses *Mystères de l'Histoire*), de Marie-Gabrielle Leblanc et de Gérard Leclerc. C'est mieux d'arriver quelque 20 minutes ou un quart d'heure en avance pour avoir le temps d'acheter les livres avant la conférence et ne pas nous retarder pour aller au restaurant après la conférence...

Qui est le pape Léon XIV ?



**Le mercredi 16 septembre
à 20 heures très précises
49, rue Gay-Lussac 75005 Paris
avec Philippe Delorme,
Marie-Gabrielle Leblanc, Gérard Leclerc.**